



JANVIER 2023

Marie-Claude Varailas
Sénatrice de la Dordogne

Votre voix
au Sénat

Bureau du Sénat :

Palais du Luxembourg
15, rue de Vaugirard
75 291 Cedex 06
01 42 34 49 26
07 88 02 16 98

**Permanence
parlementaire :**

Espace Louis Aragon
1, place du 8 mai 1945
24000 Périgueux
06 38 48 12 14

 mc.varaillas@senat.fr

 Marie-Claude Varailas,
sénatrice de la Dordogne

 MVaraillas

 marieclaudevaraillas.fr

● Vice-Présidente
de la commission de
l'aménagement du territoire
et du développement durable

● Membre de la délégation
aux droits des femmes et à
l'égalité des chances entre les
hommes et les femmes

● Membre du Groupe CRCE
– Communiste Républicain
Citoyen et Écologiste

*Mesdames, Messieurs,
Chers(ères) Collègues,*

Comme l'année passée, au-delà de ma lettre bi-mensuelle numérique, j'ai souhaité à travers ce journal vous rendre compte de mon activité au Sénat durant cette dernière session parlementaire.

L'année 2022 a d'abord été marquée par l'élection présidentielle suivie des élections législatives qui ont amené une composition inédite de l'Assemblée Nationale ne donnant au Président de la République qu'une majorité relative. Puis sont survenues des crises qui ont particulièrement marqué notre pays et notre territoire.

-La guerre en Ukraine d'abord avec ses conséquences en matière d'approvisionnement des denrées alimentaires et d'augmentation des dépenses énergétiques. Les mesures prises par le Gouvernement ne suffiront pas à pallier les graves conséquences qui vont en résulter pour les ménages, les artisans, les commerçants et nos PME.

-Le dérèglement climatique qui, cet été, a frappé durement notre département avec son lot de tempête de grêle et d'incendies laissant dans le désarroi le plus total nos concitoyens et agriculteurs du Ribéracois notamment. Saluons nos pompiers et toute la solidarité qui s'est organisée autour des maires et des élus pour venir en aide aux sinistrés.

Alors que nous venons de débattre du Projet de Loi de Finances 2023 frappé du sceau du 49-3 à dix reprises, le compte n'y est pas pour nos collectivités qui se voient privées de la CVAE et de dotations insuffisantes face à l'inflation et aux dépenses énergétiques.

A l'occasion du Congrès national des maires ruraux à EYMET et du Congrès Départemental des Maires du Département à BOULAZAC, les élus ont rappelé l'urgence à soutenir les collectivités :

- En assurant la compensation de la hausse des prix de l'énergie et celle du point d'indice des fonctionnaires territoriaux,
- En revenant sur la diminution des dotations,
- En procédant à l'indexation des dotations sur l'inflation.

Autant de points sur lesquels je me suis mobilisée avec mon groupe pour faire entendre au Gouvernement le rôle essentiel que nos collectivités ont assumé face à cette déferlante de crises.

Nous devons avoir la capacité de continuer à offrir des services indispensables à la population, soutenir les plus fragiles, dont nos aînés, et poursuivre nos investissements qui participent de la vitalité de notre économie.

Pour l'heure, c'est la réforme des retraites proposée par le Gouvernement qui suscite la colère et mobilise massivement la population. Considérée par une large majorité de françaises et français comme injuste et injustifiée, si elle est adoptée elle contribuera à accentuer les inégalités, notamment pour les femmes et les carrières longues.

Vous pouvez compter sur mon engagement sans faille à défendre la place essentielle qu'occupe l'échelon local dans la vie économique et dans celle de nos concitoyennes et concitoyens.

Bien Cordialement
Marie-Claude Varailas

SANTÉ

Le projet de loi de finances de la sécurité sociale 2023 est un rendez-vous manqué pour être à la hauteur des enjeux :

Urgence à l'hôpital public :

J'ai signé avec mes collègues parlementaires de gauche de Dordogne, une tribune pour alerter le ministre de la Santé sur les fermetures régulières des services d'urgence de nos hôpitaux publics en Dordogne.

L'augmentation limitée à 4 % du budget de l'Hôpital en 2023 alors que l'inflation sera de l'ordre de 6% équivaut à une baisse de crédits de l'ordre de 1 milliard d'euros.

Nous portons avec mes collègues du groupe CRCE un projet de refondation de l'Hôpital public qui consiste au recrutement de 100.000 personnels dans les hôpitaux, 300 000 sur trois ans dans les EPHAD, 100 000 aides à domicile ainsi qu'une revalorisation des salaires et des carrières des professionnels de la fonction publique hospitalière.

En Dordogne 23 000 périgourdins n'ont plus de médecin traitant. Les 4 propositions de mon groupe pour lutter contre les déserts médicaux :

- Augmenter les moyens des universités pour former davantage de professionnels de santé
- Développer les centres de santé
- Rétablir la permanence médicale la nuit et le week-end en abrogeant le décret Mattei et en revalorisant les gardes de tous les soignants dans le privé et le public.
- Mettre en place le conventionnement sélectif dans les zones surdotées.



À LA DEMANDE DE MON GROUPE CRCE, LANCEMENT D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES PÉNURIES DE MÉDICAMENTS

80% des molécules de nos médicaments sont fabriquées en Asie. Nous manquons de Doliprane et d'antibiotiques. Durant ce premier trimestre 2023, nous enquêterons sur les choix de l'industrie pharmaceutique française.

Mes interventions

→ J'ai soutenu la revalorisation du métier de sage-femme comme profession médicale.

→ Défendu, avec mon groupe CRCE, la reconnaissance du covid comme affection de longue durée.

→ Alerté le Gouvernement des inégalités de la prime Ségur et de la baisse d'attractivité que cela entraîne.

DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Le droit à l'avortement

Après le vote à l'Assemblée Nationale au mois de novembre d'une Proposition de Loi visant à inscrire le droit à l'IVG dans la Constitution, le Sénat a adopté, à son tour le 1er Février, une Proposition de Loi qui prévoit d'inscrire dans la Constitution la liberté de la femme de mettre fin à sa grossesse.

Une évolution qu'il appartient au Gouvernement de prendre en compte car elle interdirait ainsi au législateur de supprimer l'IVG ou d'y porter gravement atteinte en inscrivant ce droit au rang de libertés fondamentales individuelles.



J'ai également

→ Soutenu le droit d'asile des femmes Afghanes victimes d'un régime répressif bafouant leurs droits fondamentaux.

→ Voté une proposition de loi visant à mettre en place une aide financière d'urgence permettant aux femmes victimes de violences de quitter leur domicile à tout moment.

→ Interpellé le Gouvernement sur la hausse inquiétante des accidents du travail chez les femmes.

→ Co-écrit une proposition de résolution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité.

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

La loi de programmation des finances publiques pour 2023 à 2026, prévoit une perte de 2,9 milliards d'euros pour les Collectivités Territoriales, portant à 13 milliards le montant de la baisse de la DGF depuis 2014. Lors de l'examen du projet de loi de finances 2023, alors que le Sénat avait réussi à faire adopter le rétablissement de la CVAE et l'indexation de la DGF sur l'inflation, le 49.3 balayait ce vote majoritaire du Sénat. Sans aucune concertation avec les élus locaux, ce sont donc 9 milliards qui vont disparaître des caisses des collectivités alors qu'elles réalisent plus de 70 % de l'investissement public.

Pour garantir la libre administration des Collectivités Locales, nous avons déposé avec mon groupe CRCE une série de propositions de loi pour :

- permettre aux collectivités de bénéficier des tarifs réglementés de gaz et d'électricité
- rétablir la clause générale de compétence des départements et régions
- indexer la DGF sur l'inflation
- introduire un véritable aménagement du territoire conjuguant intérêt général et intérêt local reposant sur trois piliers : habiter, travailler et vivre sur un territoire.

« Un tiers des secrétaires de mairie sera à la retraite d'ici 2030 »

Mon groupe parlementaire souhaite par cette proposition de loi créer un statut d'emploi spécifique revalorisé et accompagner les communes dans le recrutement et le financement des secrétaires de mairie, premier et parfois le dernier visage des services publics de proximité dans nos territoires ruraux.



Rencontre avec les élus de la CAB



Travaux de la commission d'aménagement du territoire sur le projet de loi de finances 2023

J'ai avec mon groupe :

→ Défendu l'autonomie financière des collectivités de plus en plus dépendantes de l'Etat en matière fiscale.

→ Interpellé le gouvernement pour renforcer le droit de regard des collectivités sur les décisions économiques des entreprises ayant bénéficié d'aides publiques.

→ Demandé la compensation financière de la hausse des prix des matières premières dans la gestion des cantines scolaires.

Affaire McKinsey, à quand une loi ?

La commission d'enquête demandée par le groupe communiste au Sénat a mis à jour les dérives de l'usage de cabinets de conseils privés dans les politiques publiques qui ont plus que doublé entre 2018 et 2021. **A la suite de ces révélations, une proposition de loi visant à encadrer leurs actions a été votée à l'unanimité le 18 octobre dernier.** Si on ne veut pas que le poison du soupçon pèse sur l'ensemble du monde politique, cela passe par une action rapide pour mieux encadrer ces relations.

TERRITOIRE

« Nos élus ruraux n'attendent non pas moins d'État, mais mieux d'État dans ses missions régaliennes. »

L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) peine à trouver sa place, faute de moyens, et l'ouverture des maisons « France Services » n'est qu'un pis-aller face à la fermeture des services publics. Le monde rural est en souffrance avec une dématérialisation des procédures administratives qui complique considérablement la vie des usagers.

« La disparition du timbre rouge passerait comme une lettre à la Poste ? J'ai interpellé le Gouvernement lors des questions d'actualité pour dénoncer cette dématérialisation forcée qui accentue la casse des services publics dans nos territoires. »

Une nouvelle politique d'aménagement du territoire s'impose, avec l'augmentation des dotations de fonctionnement mais également l'abrogation des lois de libéralisation et la gestion de nos biens communs sous maîtrise publique et avec des opérateurs publics. C'est à cela qu'il faut s'atteler, à l'échelon européen en revenant sur les directives qui sacrifient nos campagnes sur l'autel de la concurrence économique.



Inauguration halle
Saint Pierre d'Eyraud



À la rencontre des élus de la
Communauté De Communes
Domme-Villefranche du Périgord

J'ai soutenu et voté

- Le maintien des zones de revitalisation rurale (ZRR) et leur inscription dans le code de l'urbanisme. Un programme revisité est en cours d'étude.
- La proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement.

TRANSPORT

La résolution du groupe CRCE pour le développement ferroviaire adoptée au Sénat.

Le retour à une gestion publique des infrastructures de transport est un levier essentiel pour mener une politique de transition écologique efficace. Alors que la desserte et le maillage des territoires appelle une grande ambition publique, l'ouverture à la concurrence du rail nous fait entrer dans une logique de privatisation quand nos voisins européens en reviennent, notamment le Royaume-Uni.

Nous demandons une réforme des transports qui réponde aux enjeux d'aménagement du territoire et de transition écologique par la création d'un pôle public des transports.



TER à la halte
ferroviaire de
Niversac

Je suis également intervenue pour :

- Déposer une proposition de loi pour l'abrogation du nouveau pacte ferroviaire et pour le renouveau du service public ferroviaire.
- Interpeller le PDG de SNCF Réseau sur le contrat de performance qui le lie à l'Etat, dont le président de l'autorité de régulation des transports déplore le « manque d'ambition industrielle volontariste » et les difficultés soulignées par les agents quant au recours à la sous-traitance.
- Interroger le ministre des transports sur le bilan de l'ouverture à la concurrence du système ferroviaire.
- Participer aux agoras du train pour contribuer au débat sur l'avenir du train dans un contexte d'ouverture à la concurrence du trafic ferroviaire régional.

LOGEMENT

« Le choc de l'offre » promis ne s'est pas produit.

Depuis 10 ans les aides publiques au secteur du logement diminuent au point de ne jamais avoir été aussi basses (1,6 % du PIB en 2020, soit 38,5 milliards d'euros) alors que les recettes fiscales que rapporte le logement à l'État ont plus que doublé en 20 ans (79 milliards d'euros). Parallèlement, une offensive majeure a été menée contre le logement public au travers de la Réduction Loyer Solidarité (RLS), dont les effets délétères sur les capacités des organismes HLM ont largement été décriés par la Cour des Comptes. Tout cela conduit à une réduction de la production de logements sociaux. Pour l'année 2021, les chiffres dépassent à peine les 80 000 logements, alors même que la ministre déléguée au Logement avait fixé un objectif de 250.000 logements sociaux construits dans les deux ans. À l'inverse, la liste des demandeurs de logements sociaux s'est allongée et concerne aujourd'hui 2,2 millions de personnes.

J'ai soutenu et voté pour

→ étendre le dispositif PINEL aux ZRR, ou tout autre dispositif favorisant le développement de logements locatifs.

Avec mon groupe CRCE, j'ai également

→ Déposé une proposition de loi visant à garantir l'accès au logement pour tous et la préservation du pouvoir d'achat des ménages.

→ Cosigné une proposition de résolution pour une interdiction des coupures énergétiques et une revalorisation du chèque énergie.

→ proposé d'étendre le principe de la trêve hivernale à l'ensemble de l'année pour les ménages en situation de précarité énergétique.

→ proposé la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour toutes et tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité.



50 MESURES POUR LE POUVOIR D'ACHAT :

Quand le Gouvernement fait le choix des primes facultatives au détriment des salaires et qu'il refuse de taxer les superprofits pour plus de justice sociale, nous avons avec mon groupe déposé une proposition de Loi qui constitue un véritable bouclier social de 50 articles portant notamment sur la revalorisation du SMIC à 1 923 € bruts, l'augmentation des pensions de retraites et les minimas sociaux, un meilleur partage de la valeur ajoutée entre les revenus du capital et ceux du travail et l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

SCOLARITÉ ET VIE ASSOCIATIVE

Carte scolaire 2023 :

Plutôt que de faire le choix d'améliorer les conditions d'apprentissage et d'enseignement, le ministère justifie la suppression de 667 postes au niveau national par une chute de la démographie. En Dordogne, je souhaite que chaque situation soit examinée au cas par cas et en concertation avec les élus pour élaborer une carte scolaire au plus près des besoins de nos territoires.

AESH et temps périscolaire : vers une école inclusive à deux vitesses ?

J'ai interpellé à plusieurs reprises le ministre de l'Éducation et la Rectrice d'Académie afin que l'État garantisse pleinement la continuité éducative de tous les écoliers, notamment celle des 430 000 enfants en situation de handicap. Cela passe par la création d'un corps de fonctionnaires dédié pour les AESH, leurs missions pourraient ainsi être élargies par convention avec l'Éducation Nationale sur les activités périscolaires.

ASSOCIATIONS : Fragilisées par la crise sanitaire, elles sont soutenues par les communes et le Département afin que le sport et la culture irriguent notre territoire. De son côté, l'État doit accompagner les associations dans leurs actions. Il est ainsi incompréhensible que les banques alimentaires soient les oubliées du bouclier tarifaire énergétique. Quant aux associations d'anciens combattants, elles jouent un rôle indispensable dans l'accompagnement des anciens combattants et représentent surtout un engagement en faveur de la paix, de l'histoire, de la mémoire et de la citoyenneté. **C'est pourquoi j'ai voté pour la proposition de loi pour une meilleure reconnaissance par l'État de ces associations.**

AGRICULTURE

Une année 2022 désastreuse pour nos agriculteurs

A la crise structurelle du monde agricole, s'est ajoutée cette année en Dordogne une succession d'épisodes météorologiques et sanitaires ainsi que les conséquences de l'augmentation du prix des matières premières qui n'auront épargné aucune filière. La Chambre d'agriculture estime les pertes 2022 à 120 millions d'euros.

Le constat aujourd'hui est implacable : les coûts de production ne cessent d'augmenter mais les prix payés aux producteurs stagnent. La loi EGALIM2 ne va pas assez loin, en refusant de mettre en place des outils de régulation elle ne permet pas de construire un prix réellement protecteur pour les deux bouts de la chaîne que sont le producteur et le consommateur.

Élus et retraités agricoles : une injustice réparée ! (Loi Chassaigne1)

L'examen du pjl pouvoir d'achat en juin dernier, nous a permis de revenir par amendement sur une anomalie relayée par l'Association des Maires ruraux de France, afin de permettre aux retraités agricoles qui exercent un mandat local de bénéficier de la revalorisation des pensions agricoles à 85 % du SMIC pour une carrière complète de chef d'exploitation prévue par la loi Chassaigne 1. Autre avancée, le Sénat a adopté en janvier 2023, la proposition de loi visant à calculer la pension de retraite agricole sur les 25 meilleures années.

« Nos agriculteurs ont droit à un revenu digne »



Conséquences de la tempête de grêle

Je suis également intervenue pour

- Lutter pour une refonte du dispositif de calamités agricoles.
- Relayer auprès du ministre de l'Agriculture la situation des aviculteurs suite à la grippe aviaire.
- Soutenir les agriculteurs victimes de la tempête de grêle en ribéraçais et bergeraçois.
- Déposer une proposition de loi pour lutter contre la hausse du prix des matières premières.
- Protéger le modèle agricole français en déposant une proposition de résolution demandant que l'accord commercial entre la Nouvelle-Zélande et l'Union Européenne soit ratifié par les Parlements nationaux.



Échange avec les agriculteurs du ribéraçais

ENVIRONNEMENT

Deux projets de Loi ont récemment été votés au Sénat

- sur l'accélération des Énergies renouvelables, la France étant le seul pays de l'Union Européenne à ne pas avoir atteint ses objectifs. **Chef de file pour mon groupe, j'ai défendu la nécessité d'associer les élus et les habitants en amont des projets d'implantation.**
- sur l'accélération des énergies nucléaires.

Mon groupe s'est abstenu sur ces deux textes en rappelant que si nous sommes favorables au mix énergétique, **nous devons construire notre indépendance sous maîtrise publique.** La crise actuelle nous rappelle que l'énergie est un bien commun qui doit être sorti des griffes du marché.



Question orale invitant le ministre de l'Agriculture à se déplacer en ribéraçais et à débloquer des aides supplémentaires.

ENVIRONNEMENT

Cure d'austérité drastique pour les agences de l'eau

Les agences de l'eau ont subi des baisses d'effectifs continues et vu leurs moyens financiers rabotés depuis 2018 par l'instauration du plafond mordant qui limite leurs capacités d'interventions financières. Ceci ne sera pas sans conséquences sur l'accompagnement des collectivités territoriales, EPCI et syndicats suite au récent transfert de compétence "eau et assainissement" obligatoire d'ici 2026.

Ma proposition de loi visant à garantir les objectifs climatiques de la France et permettre le financement de la bifurcation écologique entend remettre la solidarité sociale et environnementale au cœur du financement de notre politique écologique.

Cela passe notamment par :

- **Le renforcement du rôle du Haut Conseil pour le climat dans l'élaboration de la loi de finances.**
- **La fin de dépenses fiscales défavorables à l'environnement ;**
- La réallocation des crédits budgétaires vers des activités ayant vocation à décarboner le système productif.
- **Imposer des contreparties environnementales aux financements publics pour les entreprises soumises à l'obligation de performance extra financières.**

Mes travaux parlementaires en cours :

- Commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.
- Commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.
- Mission d'information sur le thème : « Gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement »



Incendies

Depuis 2017, l'État a diminué de 60% la dotation de soutien aux investissements structurants des SDIS. Je me suis rendue dans la forêt de la Double, brûlée à plusieurs reprises cet été, puis à la Teste de Buch où j'ai rencontré une délégation de l'ONF et des sapeurs-pompiers avant d'intégrer en ce début d'année une commission spéciale visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.



QUESTIONS ÉCRITES ET ORALES

n°04843 : saturation des places d'hébergement dans les villes et augmentation du nombre d'enfants à la rue
n°04846 : situation des services d'urgences en Dordogne

n°03839 : mesure pour faire face au déclin des pollinisateurs

n°03841 : accessibilité des activités de loisirs et de vacances à destination des personnes handicapées majeures

n°03711 : situation des professionnels du secteur du handicap

n°03494 : détention d'un citoyen franco-palestinien

n°03496 : contribution de la TGAP dans le financement des politiques d'économie circulaire

n° 25656 : Droit d'asile constitutionnel pour les femmes afghanes menacées par leur implication dans l'appareil judiciaire du régime républicain

n° 25082 : Agir au sein du conseil de sécurité pour obtenir la fin des violences et des sanctions fermes contre le blocus de Gaza

n° 27014 : Statut des assistants d'éducation

n° 27016 : Prise en charge financière des accompagnants d'élèves en situation de handicap durant les temps périscolaires

n° 27016 : Prise en charge financière des accompagnants d'élèves en situation de handicap durant les temps périscolaires

n° 26565 : Reconnaissance et valorisation des sages-femmes relevant de la fonction publique territoriale

n° 25724 : Application des accords du Ségur de la santé à l'ensemble des travailleurs du secteur social et médico-social du secteur privé à but non lucratif

n° 01245 : Conditions d'accès aux soins d'urgences pour les patients issus de territoires sous-dotés en professionnels de santé

n° 01246 : Réforme des modalités de prise en charge des véhicules pour personnes en situation de handicap

n° 01247 : Mesures pour revaloriser l'ensemble des agents hospitaliers et améliorer leurs conditions de travail

n° 01248 : Statut des assistants d'éducation posée

n° 01249 : Conséquences de la hausse des prix des matières premières dans la

gestion des cantines scolaires

n° 01250 : Spéculation sur les matières premières agricoles

n° 01251 : Conséquences de la liquidation judiciaire des « Nouvelles Menuiseries Grégoire » et droit de regard des collectivités publiques

n° 01252 : Règle Schengen 90/180 pour les ressortissants britanniques disposant d'un bien immobilier en France

n° 01253 : Pour un service d'urgences hospitalières qui garantisse un accès aux soins à tous les citoyens

n° 01254 : Droit à mourir dans la dignité

n° 02561 : Revalorisation du point d'indice des personnels des chambres des métiers et de l'artisanat

n° 02562 : Pénurie de professionnels qualifiés exerçant dans les modes d'accueil du jeune enfant

n° 02451 : Conséquences des arrêts de la Cour de cassation

concernant l'utilisation des données de connexion et l'accès à celles-ci dans le cadre de procédures pénales

n° 02417 : Hausse des accidents du travail chez les femmes

n° 02418 : Inéligibilité de personnels dans le cadre du Ségur de la santé

n° 01771 : Pénurie d'animateurs qualifiés en centre de loisirs et centre de vacances

n° 01772 : Application du Ségur de la Santé à l'ensemble de la filière socio-éducative et médico-sociale

n° 01242 : Allocation de rentrée scolaire dès l'âge de 3 ans

n° 01243 : Accompagnement financier des personnes devenues handicapées après 60 ans

n° 01244 : Appliquer l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs

ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE EN CHIFFRES



50
Questions
écrites et
orales



40
Amendements
déposés



32
Propositions
de Loi signées



4
Questions
d'actualité au
Gouvernement



3
Propositions
de Loi écrites



17
Propositions
de résolution
signées



64
Interventions
au Sénat

EN CIRCONSCRIPTION

*Aperçu de quelques déplacements
dans le Département*



AG de la Conf. Nationale
du Logement



Congrès des maires -
accueil au Sénat



Echanges avec les élus
communautaires de Dronne et Belle



Ouverture du forum
Soroptimist «Femmes
et Ruralité»



Rencontre élus de La Force



Visite légumerie
à Bergerac



Soutien aux soignants et per-
sonnels du CH de Périgueux



Visite ministérielle –
Service National Universel



Échange avec
les élus de Terrasson
Lavilledieu.



Cérémonie
du 11 novembre



Inauguration
du restaurant scolaire
Blis et Born



Inauguration Maison
France Service à Coursac



Cérémonie de vœux
aux élus



Inauguration de la Maison
des Associations de Bergerac



Soutien à l'Ukraine à Trélissac



Visite de CETEC Industrie



Visite du centre dentaire
mutualiste de Chancelade

Protection des données : Vous avez la possibilité d'utiliser votre droit d'opposition pour ne plus recevoir nos communications par voie postale.

Icônes conçues par www.freepik.com / www.flaticon.com - Mise en page JocoOffice
Impression par la Nouvelle Imprimerie Moderne à Périgueux, labélisée Imprim'vert sur du papier Condat

Retrouvez l'intégralité
des textes et de mon
activité sur le site
internet.marieclaudevarailas.fr

